

ALGÉRIE

Une histoire longue, complexe,
entre dominations, résistances et héritages



AVANT-PROPOS

Ce hors-série est né d'une conviction simple : on ne peut comprendre l'Algérie contemporaine sans embrasser la profondeur de son passé, dans toute sa continuité comme dans ses ruptures.

Trop souvent, l'histoire algérienne est réduite à quelques dates — 1830, 1954, 1962 — ou enfermée dans un face-à-face mémoriel entre colonisation et décolonisation. Ce récit-là, indispensable, ne suffit pourtant pas. Il écrase des siècles d'expériences, de constructions politiques, de circulations culturelles et de résistances multiples.

L'Algérie n'est pas née avec la conquête française, ni même avec l'indépendance.

Elle plonge ses racines dans la Numidie amazighe, s'est transformée sous Rome, réinventée dans l'islam médiéval, affirmée comme puissance méditerranéenne ottomane, puis brutalement refondée par la colonisation. À chaque époque, des sociétés ont vécu, travaillé, cru, résisté, négocié leur place dans le monde.

Ce hors-série propose un récit global, accessible mais exigeant, incarné par des figures, des lieux, des trajectoires humaines. Il ne cherche ni à idéaliser, ni à accuser, mais à comprendre comment une terre de passages est devenue un enjeu central de l'histoire mondiale ; comment la violence coloniale a produit à la fois destruction et conscience politique ; comment l'indépendance a porté des espérances immenses et des contradictions durables.

Nous avons voulu croiser les échelles — du village au bassin méditerranéen, du maquis aux tribunes de l'ONU — et donner toute sa place aux sociétés algériennes, longtemps réduites au silence ou à des rôles secondaires dans leur propre histoire.

Raconter l'Algérie, ce n'est pas clore un passé. C'est éclairer un présent et ouvrir des questions pour l'avenir.

Ce dossier n'est pas une synthèse définitive.

C'est une invitation : à lire, à débattre, à transmettre.

1. AUX ORIGINES : UNE TERRE HABITÉE DEPUIS DES MILLÉNAIRES

1.1 Quand le Sahara était vert

Il y a dix mille ans, l'Algérie ne ressemble en rien au pays que nous connaissons aujourd'hui. Le Sahara, loin d'être une étendue aride et minérale, est un espace verdoyant, parcouru de lacs, de rivières et de savanes. Des groupes humains y vivent, chassent, élèvent du bétail, circulent librement.



Les gravures et peintures rupestres du Tassili n'Ajjer, dans le sud-est algérien, constituent l'un des témoignages les plus spectaculaires de cette humanité ancienne. On y voit des scènes de chasse, des troupeaux de bovins, des danses rituelles, des figures humaines stylisées. Ces images racontent des sociétés organisées, dotées de symboles, de croyances, de rapports complexes à leur environnement.

Contrairement à une idée longtemps répandue, le Sahara n'a jamais été un « vide ». Il a été, pendant des millénaires, un espace de circulation, reliant la Méditerranée à l'Afrique subsaharienne. Lorsque le climat se modifie progressivement, poussant les populations vers le nord, celles-ci ne disparaissent pas : elles se recomposent.

Le Tassili n'Ajjer, une archive de pierre



Classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, le Tassili n'Ajjer abrite plus de 15.000 œuvres rupestres qui rappellent que l'histoire de l'Algérie commence bien avant l'écriture.

1.2 Les Amazighs : continuités plutôt qu'origines

Les populations que l'on désigne aujourd'hui sous le nom d'Amazighs (Berbères) ne forment pas un peuple homogène apparu à un moment précis. Elles sont le résultat d'une longue continuité humaine, façonnée par des migrations, des métissages, des adaptations successives.

Dès le Néolithique, ces sociétés développent :

- l'agriculture céréalière,
- l'élevage,
- des structures tribales souples,
- des réseaux d'échange étendus.

Elles parlent des langues apparentées, mais diverses, et partagent des formes d'organisation sociale fondées sur l'autonomie locale, les solidarités lignagères et l'oralité. Ces structures ne disparaîtront jamais totalement, même sous les empires les plus puissants.

C'est l'un des fils rouges de l'histoire algérienne : les pouvoirs centraux passent, les sociétés locales demeurent.

1.3 Une Afrique du Nord déjà connectée

Bien avant les grandes conquêtes impériales, le territoire algérien est déjà intégré à des réseaux d'échanges. L'obsidienne, les métaux, les produits agricoles circulent. La Méditerranée n'est pas une frontière, mais un espace de contact.

Cette réalité contredit une vision longtemps dominante d'une Afrique du Nord « en retard » ou « en attente » de civilisation. L'Algérie ancienne est au contraire un **espace relationnel**, dynamique, où les sociétés locales savent tirer parti de leur position géographique.

2. ROYAUMES, EMPIRES ET RÉSISTANCES : L'ANTIQUITÉ ALGÉRIENNE

À partir du premier millénaire avant notre ère, des navigateurs phéniciens fondent des comptoirs le long des côtes nord-africaines. Leur objectif est commercial : échanger, sécuriser des routes maritimes, s'approvisionner.

Des ports apparaissent, dont Icosium, future Alger. Ces implantations ne sont pas des conquêtes territoriales massives, mais des points d'ancrage. Les sociétés locales ne disparaissent pas : elles s'adaptent, négocient, intègrent.

Lorsque Carthage s'impose comme puissance dominante, l'Algérie actuelle devient l'un de ses arrière-pays stratégiques. Là encore, la domination est partielle, souvent indirecte.

2.2 Massinissa : l'ambition d'un État africain

Au III^e siècle avant J.-C., une figure émerge avec une ambition inédite : Massinissa. Chef numide, allié puis rival des grandes puissances méditerranéennes, il cherche à unifier les populations berbères et à bâtir un État stable.

Son projet repose sur plusieurs piliers :

- la sédentarisation des populations,
- le développement de l'agriculture,
- une armée organisée,
- une administration centralisée.

Massinissa comprend que la puissance ne peut plus être uniquement tribale. Il tente d'inscrire la Numidie dans la durée, face à Carthage puis à Rome. Pour la première fois, un pouvoir autochtone tente de rivaliser avec les empires.



Cavaliers Numides, Œuvre de Hocine Ziani
(LeRagondinSuave, CC BY 4.0)

Jugurtha, la mémoire de la résistance

Petit-fils de Massinissa, Jugurtha incarne une autre figure fondatrice. Opposé à Rome, il mène une guerre longue et acharnée, fondée sur la connaissance du terrain et l'alliance avec les populations locales.

Vaincu militairement, il gagne une postérité politique : celle d'un chef refusant la soumission à un empire dominateur.



Jugurtha combattant l'armée de Rome.
(Huile sur toile - Musée central de l'armée algérienne CC BY 4.0)

2.3. Rome en Algérie : intégration et domination

Après la défaite de Jugurtha, Rome impose progressivement son autorité. L'Algérie antique devient une composante essentielle de l'Afrique romaine. Les transformations sont profondes : urbanisation massive, construction de routes, d'aqueducs, de villes nouvelles, développement agricole intensif.

Des cités comme Timgad, Djemila ou Tipasa témoignent de cette romanité triomphante. L'Afrique du Nord devient un grenier à blé indispensable à l'Empire.

Mais cette prospérité a un envers :

- les terres sont souvent accaparées,
- les populations rurales marginalisées,
- les révoltes fréquentes.

Rome n'efface pas les sociétés locales : elle les recompose sous domination.

2.4. Une Afrique romaine chrétienne

L'Algérie romaine est aussi un centre majeur du christianisme ancien. Des penseurs comme saint Augustin, né à Thagaste, marquent durablement la pensée occidentale.

Mais là encore, les tensions sont fortes. Le donatisme, courant chrétien rigoriste très implanté en Afrique du Nord, exprime une contestation du pouvoir impérial et de ses compromis religieux.

Religion et politique sont déjà indissociables.

Timgad, la ville idéale

Fondée par Trajan, Timgad illustre le projet romain : ordre, rationalité, contrôle. Mais derrière le quadrillage parfait se cache une société profondément inégalitaire.



Photo : Djamel Ramdani (Pexels)

Lorsque l'Empire romain décline, l'Algérie n'est ni une terre vidée de ses habitants, ni une page blanche. Les sociétés amazighes, les héritages urbains, les traditions religieuses forment un socle sur lequel de nouvelles transformations vont s'opérer.

La conquête islamique ne surgira pas dans le vide. Elle s'inscrira dans cette longue continuité historique, faite d'adaptations et de résistances.

3. CHRÉTIENTÉ, ISLAM : L'ALGÉRIE À LA CROISÉE DES MONDES

3.1. Une Afrique chrétienne au cœur de l'Empire

À la fin du IV^e siècle, dans la petite ville de Thagaste, à l'est de l'Algérie actuelle, un homme écrit. Il doute, il se souvient, il interroge Dieu et lui-même. Augustin n'est pas encore saint. Il est un Africain romanisé, fils d'un père païen et d'une mère chrétienne, formé à la rhétorique latine, tiraillé entre ambition sociale et quête spirituelle.

Lorsque Augustin devient évêque d'Hippone (Annaba), l'Afrique du Nord est l'un des cœurs battants du christianisme latin. Les églises y sont nombreuses, les débats théologiques vifs, les foules engagées. Loin d'être une province marginale, l'Algérie antique participe pleinement à la construction intellectuelle de l'Occident chrétien.

Mais cette chrétienté africaine est traversée par des tensions profondes. Le donatisme, courant rigoriste né au début du IV^e siècle, rejette toute compromission avec le pouvoir impérial. Pour ses partisans, l'Église doit être pure, indépendante, enracinée dans les communautés locales. Derrière le débat théologique se joue une fracture sociale et politique : celle entre une Église officielle, soutenue par Rome, et des populations rurales amazighes, méfiantes envers l'autorité impériale.

Déjà, l'histoire religieuse algérienne est une histoire de dissidence, où la foi devient un langage politique.

Augustin, Africain et universel



Saint Augustin est souvent présenté comme un penseur "occidental". On oublie qu'il est profondément africain : il prêche en latin populaire, connaît les réalités rurales, affronte les tensions locales. Son œuvre naît d'un contexte nord-africain marqué par les conflits sociaux et religieux.

3.2 Le lent effacement de Rome

Lorsque l'Empire romain d'Occident s'effondre, au V^e siècle, l'Algérie n'est pas brutalement coupée du monde. Les Vandales, puis les Byzantins, se succèdent, mais leur contrôle reste partiel. Les villes déclinent, les routes se dégradent, mais les sociétés locales continuent de vivre.

Dans les campagnes, les structures amazighes reprennent de l'importance. L'autorité impériale s'efface, laissant place à des pouvoirs fragmentés, souvent hybrides. Le christianisme subsiste, mais se transforme, s'enracine dans des pratiques locales.

L'Algérie de la fin de l'Antiquité n'est pas une terre en ruines : c'est un espace de recomposition, prêt à accueillir une nouvelle dynamique.

3.3 L'arrivée de l'islam : conquête, résistances et adhésions

Au VII^e siècle, les armées arabes venues d'Orient atteignent l'Afrique du Nord. La conquête est rapide sur les cartes, beaucoup plus lente sur le terrain. Les tribus amazighes résistent, négocient, se replient, puis s'adaptent.

Une figure émerge de cette période troublée : Dihya, la Kahina. Cheffe guerrière amazighe, elle fédère des résistances dans l'Aurès. Les sources sont fragmentaires, parfois mythifiées, mais son souvenir traverse les siècles. Elle incarne moins une opposition à l'islam qu'un refus de la domination étrangère, quelle qu'elle soit.

Après les combats, vient le temps des choix. Beaucoup de populations amazighes adoptent l'islam, parfois rapidement, parfois sur plusieurs générations. Cette conversion n'est ni forcée ni uniforme. Elle s'accompagne de réinterprétations locales, de métissages culturels.

L'islam devient un facteur d'unification, sans effacer les identités préexistantes.

Si l'islam s'impose comme religion dominante, les langues amazighes persistent. L'arabisation est progressive, inégale, souvent urbaine. L'Algérie médiévale sera durablement plurilingue.

Islamisation n'est pas arabisation

L'architecture médiévale algérienne, telle que celle de la grande mosquée de Tlemcen (XII^e-XIII^e siècle), incarne la fusion entre l'islamité urbaine et l'identité berbère, témoignant d'une société où la foi arabe et les langues amazighes coexistaient au sein d'un carrefour culturel plurilingue.



Mosquée Sidi Boumediene située à Tlemcen
(Tonowari, CC BY-SA 4.0)

3.2 De l'intégration à la dissidence

Rapidement intégrée au califat, l'Algérie devient aussi un foyer de contestation. Des courants kharijites, égalitaires et rigoristes, séduisent de nombreuses communautés amazighes. Le plus célèbre d'entre eux donne naissance à un État original : l'imamat rustamide, fondé à Tahert au VIII^e siècle.

Tahert devient un centre intellectuel et commercial majeur, accueillant marchands, savants et réfugiés religieux. Ce n'est pas un État de conquête, mais un État de réseaux, fondé sur la tolérance relative et la circulation des idées.

Là encore, l'Algérie ne se contente pas d'absorber l'histoire : elle la transforme.

4. L'ALGÉRIE MÉDIÉVALE : PUISSANCE BERBÈRE ET ÂGE DES SAVOIRS

4.1 Dynasties amazighes et ambitions régionales

Du X^e au XIII^e siècle, l'Algérie est dominée par des dynasties souvent amazighes : Zirides, Hammadides, Almohades. Ces pouvoirs ne sont ni marginaux ni éphémères. Ils contrôlent des territoires immenses, de l'Ifriqiya à Al-Andalus.

Leur autorité repose sur des alliances tribales, le contrôle des routes commerciales, une légitimité religieuse renouvelée.

Ces dynasties doivent sans cesse arbitrer entre centralisation et autonomies locales, entre villes et campagnes, entre orthodoxie religieuse et pragmatisme politique.

4.2 Béjaïa, une capitale du monde médiéval

Au tournant de l'an mil, Béjaïa (Bougie) devient l'une des villes les plus brillantes de la Méditerranée. Port ouvert sur l'Europe et le monde islamique, elle attire savants, marchands, voyageurs. Dans ses madrasas, on enseigne les mathématiques, l'astronomie, la médecine ou encore la philosophie. C'est à Béjaïa que le jeune Leonardo Fibonacci, fils d'un marchand pisan, découvre les chiffres arabes et le zéro. De retour en Italie, il les diffuse en Europe, bouleversant durablement les sciences. La ville a aussi donné son nom aux bougies, exportées dans toute l'Europe. Symbole d'un âge où l'Algérie est un centre, non une périphérie.

Une partie de la modernité européenne passe par l'Algérie médiévale.



Bejaia, peinture de Jules-Charles Aviat,

4.3 Routes, confréries et équilibres fragiles

L'Algérie médiévale est un espace de circulation :

- routes transsahariennes,
- ports méditerranéens,
- réseaux religieux.

Les confréries soufies jouent un rôle central. Elles diffusent l'islam, assurent l'éducation, servent de médiation sociale. Elles ancrent la religion dans le quotidien, loin des palais et des armées.

Mais cet équilibre est fragile. Les rivalités dynastiques, les pressions extérieures, les transformations économiques affaiblissent progressivement ces puissances.

4.4 À la veille d'un nouveau monde

À la fin du Moyen Âge, l'Algérie n'est ni figée ni déclinante. Elle est **en transition**. Les villes déclinent parfois, mais les réseaux demeurent. Les sociétés locales conservent leur capacité d'adaptation.

Lorsque les puissances européennes commencent à s'imposer en Méditerranée, l'Algérie n'est pas un espace vide à conquérir, mais un territoire doté :

- d'une mémoire politique,
- de traditions de résistance,
- d'une longue expérience des rapports de force.

C'est sur ce socle que s'ouvrira l'époque ottomane.

5. ALGER, PUISSANCE MÉDITERRANÉENNE : LA RÉGENCE D'ALGER

5.1 Aux portes de la Méditerranée en guerre

Au début du XVI^e siècle, la Méditerranée n'est pas une mer tranquille. C'est un champ de bataille. Espagnols, Portugais, Ottomans, États italiens, royaumes chrétiens et puissances musulmanes s'y affrontent pour le contrôle des routes maritimes, des ports, des îles et des hommes.



La Méditerranée au XVI^e siècle, divisée entre sphères d'influence chrétiennes et musulmanes. Alger occupe une position centrale dans le bassin occidental, au carrefour des routes maritimes.

L'Algérie, et plus précisément Alger, se trouve au cœur de ce tumulte. La ville n'est encore qu'un port fortifié de taille moyenne, protégé par sa rade naturelle et par une population habituée aux échanges comme aux affrontements. Mais sa position géographique — au centre du bassin occidental — en fait un enjeu stratégique majeur.

Lorsque les Espagnols s'installent sur plusieurs points de la côte nord-africaine, Alger devient une cible. Les élites locales comprennent qu'elles ne peuvent résister seules. Elles cherchent un protecteur capable de contrer la puissance ibérique.

C'est dans ce contexte que surgissent deux figures appelées à transformer durablement l'histoire algérienne.

5.2 Les frères Barberousse : de la course à l'État

Arudj et Khayr ad-Din, surnommés Barberousse par les Européens, sont des corsaires d'origine grecque convertis à l'islam. Ils naviguent entre pragmatisme politique, fidélités mouvantes et ambitions personnelles.

En 1516, Arudj entre à Alger, chasse l'émir local jugé trop conciliant avec les Espagnols et prend le pouvoir. À sa mort, son frère Khayr ad-Din poursuit l'œuvre. Comprenant que la survie d'Alger passe par une alliance solide, il place la ville sous la protection du sultan ottoman.

Ce geste est décisif. Alger devient une Régence ottomane, mais conserve une large autonomie. La ville se transforme rapidement :

- fortifications renforcées,
- arsenal naval développé,
- administration structurée.

En quelques décennies, Alger passe du statut de port menacé à celui de capitale régionale redoutée.



KHAYR AD-DIN BARBEROUSSE (vers 1478-1546), corsaire puis grand amiral ottoman, fondateur de la Régence d'Alger. Figure ambivalente, à la fois pirate pour l'Europe chrétienne et défenseur du monde musulman.

5.3 Une Régence autonome sous tutelle ottomane

La Régence d'Alger est une construction politique originale, souvent oubliée dans les récits nationaux

Officiellement province de l'Empire ottoman, la Régence d'Alger fonctionne en réalité comme un État quasi indépendant. Le pouvoir est exercé par un dey, élu parmi les chefs militaires, souvent issu du corps des janissaires.

Ce système politique repose sur un équilibre subtil :

- fidélité formelle au sultan d'Istanbul,
- autonomie fiscale et militaire,
- négociation constante avec les élites locales et tribales.

L'intérieur du pays reste largement gouverné par des structures traditionnelles : tribus, confréries religieuses, notables locaux. Alger ne cherche pas à contrôler directement tout le territoire, mais à assurer la sécurité des routes, la collecte de tributs et la stabilité générale. Ce mode de gouvernance souple explique la longévité du système.

5.4 Le Corso en Méditerranée : piraterie ou guerre économique ?

La Régence d'Alger doit une grande partie de sa richesse au Corso (la course maritime). Les navires algérois capturent des bâtiments ennemis, rançonnent les équipages, négocient des traités avec les puissances européennes.



Combat naval, par Lorenzo A. Castro, 1681.

Les affrontements navals sont au cœur de l'économie et du prestige de la Régence d'Alger. Si, pour les Européens, il s'agit de piraterie, pour Alger, c'est une guerre économique et politique.

Des milliers d'Européens sont par ailleurs capturés et réduits en esclavage lors de ces opérations en mer Méditerranée. Certains rachètent leur liberté, d'autres s'intègrent à la société algéroise. Cette réalité alimente une image terrifiante d'Alger en Europe, mais masque souvent la complexité des échanges et des négociations.

Les États européens signent régulièrement des accords avec la Régence, versant des tributs pour protéger leurs navires. Cette diplomatie de la force fait d'Alger un acteur incontournable des relations internationales méditerranéennes.

Loin d'être anarchique, la course est institutionnalisée, encadrée, intégrée à l'économie de l'État.

La course maritime (le *Corso*) : le Moteur de la Régence d'Alger

Au XVI^e siècle, Alger s'affirme comme la capitale de la course maritime en Méditerranée. Loin d'être une piraterie désordonnée, le « corso » est une guerre navale institutionnalisée, encadrée par l'État et menée par les célèbres raïs (capitaines).

- Un cadre légal : Contrairement aux pirates, les corsaires d'Alger agissent sous l'autorité du Dey. Les prises (navires, marchandises et captifs) sont rigoureusement réparties entre l'équipage, l'armateur et le Trésor public.
- Un pilier économique : Jusqu'au XVIII^e siècle, la course finance la Régence. Le rachat des captifs chrétiens et la revente des cargaisons saisies alimentent les richesses de la cité.
- Un enjeu géopolitique : Perçue comme un « djihad maritime », cette activité répond aux offensives des puissances chrétiennes (Espagne, Malte). Elle impose à l'Europe un système de traités et de tributs, faisant d'Alger une puissance incontournable du bassin occidental.

Les navires privilégiés par les raïs étaient le chébec et la galère, des bâtiments légers et rapides, parfaitement adaptés aux poursuites et aux coups de main sur les côtes méditerranéennes.

5.5 Une société urbaine cosmopolite

Alger est une ville plurielle. On y croise des Turcs ottomans, des Arabes et Amazighs, des Juifs, des Européens captifs ou commerçants, renégats convertis à l'islam.

La ville vit au rythme du port, des arsenaux, des marchés. Les mosquées, les fondouks, les bains publics structurent l'espace urbain. La Casbah devient le cœur politique et symbolique de la ville.

Contrairement à l'image d'une cité fermée, Alger est profondément connectée au monde.



Alger sous la Régence
source : I, Lostastos, CC BY-SA 3.0)

5.6 Limites et fragilités de la Régence

Malgré sa puissance, la Régence d'Alger n'est pas un État moderne au sens européen du terme. Elle repose sur une économie largement tournée vers la course, une armée dominée par les janissaires et des équilibres internes fragiles.

À partir du XVIII^e siècle, la pression européenne s'intensifie. Les bombardements d'Alger se multiplient. Les grandes puissances contestent un système jugé archaïque.

La France intervient en 1830, la Régence est alors affaiblie, isolée diplomatiquement, incapable de résister à une invasion massive. La chute d'Alger marque la fin d'un monde. Mais elle ne signifie pas la disparition des sociétés algériennes malgré la violence qui accompagnera la conquête française pour tenter d'effacer cet héritage.

La rupture coloniale peut néanmoins commencer.

6. LA RUPTURE COLONIALE : CONQUÊTE, VIOLENCE ET DÉPOSSESSION

6.1 Juin 1830 : le choc des mondes

À l'aube du 14 juin 1830, une flotte française impressionnante jette l'ancre sur les côtes algériennes, près de Sidi-Ferruch. Près de 37 000 hommes, des centaines de navires, une logistique colossale : jamais la Régence d'Alger n'avait fait face à une telle force.

Pour Paris, l'expédition est présentée comme limitée. Il s'agit officiellement de punir le dey d'Alger pour une offense diplomatique — le célèbre « coup d'éventail » — et de restaurer le prestige de la monarchie de Charles X.

Sur le terrain, pourtant, les soldats comprennent vite qu'ils ne viennent pas simplement "faire pression", mais prendre possession.

Le 5 juillet 1830, Alger capitule. Le dey s'exile. La Régence disparaît mais pour les sociétés algériennes, rien n'est terminé. Tout commence.

La conquête française ne sera ni rapide, ni pacifique, ni consensuelle.

L'attaque d'Alger par la mer, le 3 juillet 1830, vue par Morel-Fatio



Le débarquement français marque le début d'une conquête militaire qui se transformera rapidement en entreprise coloniale de grande ampleur.

6.2 De l'occupation à la conquête totale

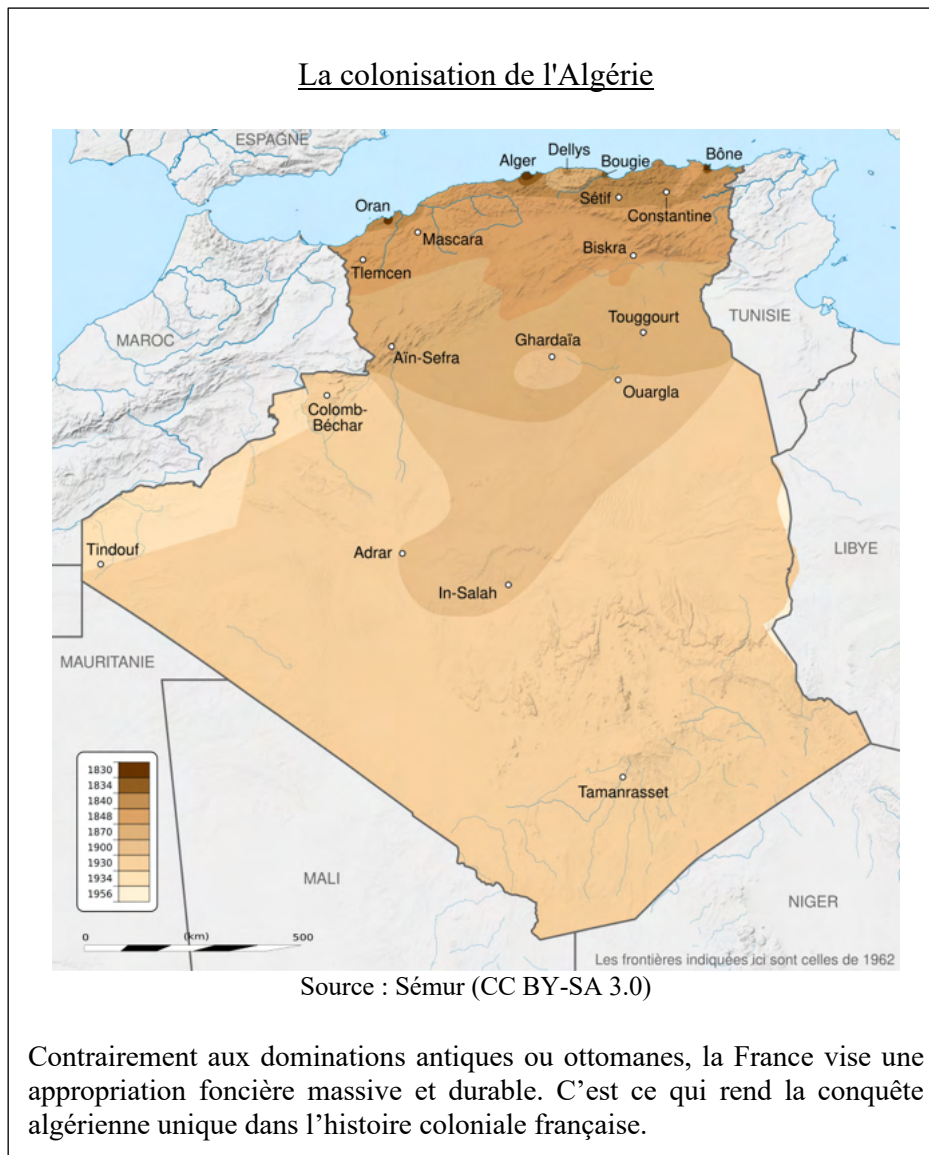
Les premiers mois, les autorités françaises hésitent. Faut-il se retirer ? Administrer Alger seulement ? Maintenir un contrôle côtier ?

Mais très vite, une logique s'impose : tenir le territoire exige de le conquérir.

À mesure que l'armée progresse vers l'intérieur, elle se heurte à une réalité qu'elle ne comprend pas :

- un pays sans État centralisé,
- des tribus mobiles,
- une société rurale soudée autour de solidarités anciennes.

Les colonnes françaises avancent, mais ne contrôlent rien durablement. Chaque village pris peut se révolter une fois l'armée repartie. La conquête devient alors une guerre de destruction. C'est une guerre contre des combattants, mais aussi contre une société.



6.3 La violence comme méthode

Très tôt, certains officiers théorisent la brutalité. Le maréchal Bugeaud, figure centrale de la conquête, assume une stratégie de terre brûlée :

- destructions de villages,
- confiscation des récoltes,
- déplacements forcés des populations.

Les enfumades, consistant à asphyxier des groupes réfugiés dans des grottes, deviennent tristement célèbres. Elles ne sont ni des bavures isolées, ni des excès marginaux : elles s'inscrivent dans une logique assumée.

La violence coloniale n'est pas un accident. Elle est un outil de domination.



La prise de Constantine 1837 par Horace Vernet

Les représentations artistiques de la conquête française ont souvent été exécutées par des artistes accompagnant les troupes coloniales. Elles illustrent la stratégie française de conquête par la force.

6.4 Kader : résister et gouverner

Face à cette guerre totale, une figure émerge : **Abd el-Kader**.

Jeune chef religieux et militaire, reconnu par plusieurs tribus de l'Ouest algérien, il ne se contente pas de combattre. Il **organise**.

Entre 1832 et 1847, Abd el-Kader tente de bâtir un véritable État :

- administration structurée,
- fiscalité,
- armée disciplinée,
- diplomatie active.

Il impose l'ordre, parfois durement, mais il incarne une alternative crédible à la domination française. Son autorité dépasse les clivages tribaux traditionnels.

Pour la première fois depuis Massinissa, un pouvoir algérien tente de s'inscrire dans la modernité politique.

L'émir Abd el-Kader : un chef moderne



Abd el-Kader (1808–1883), chef militaire et spirituel, incarne la résistance algérienne organisée face à la conquête française.

6.5 La défaite de la résistance

Malgré son génie politique, Abd el-Kader fait face à une puissance industrielle et démographique écrasante. La France mobilise toujours plus d'hommes, de moyens, de technologies.

En 1847, traqué, privé de soutiens, Abd el-Kader se rend.

Après sa reddition, il est détenu pendant presque cinq ans en France avant d'être libéré par Louis-Napoléon Bonaparte. En 1855, il s'installe à Damas. Adversaire respecté même par ses ennemis, Abd el-Kader impressionne par son sens politique et son humanisme. En 1860, son intervention pour arrêter le massacre de la communauté chrétienne de Damas lui vaut une reconnaissance internationale.

Toutefois, en Algérie, la défaite d' Abd el-Kader marque un tournant : la résistance organisée s'effondre. Les insurrections locales vont toutefois persister pendant des décennies.

6.6 Spoliation et colonisation de peuplement

Une fois la résistance brisée, la colonisation change de nature. L'objectif devient clair : installer durablement des Européens.

Les terres sont confisquées par millions d'hectares. Des colons français, mais aussi espagnols, italiens, maltais, s'installent. Des villages européens surgissent. Les Algériens sont repoussés vers des terres pauvres ou marginales. En quelques décennies, les meilleures terres agricoles passent sous contrôle colonial, bouleversant durablement la société rurale algérienne.

Le droit consacre cette inégalité :

- les Européens sont citoyens,
- les Algériens deviennent des **indigènes**, soumis à un régime d'exception.

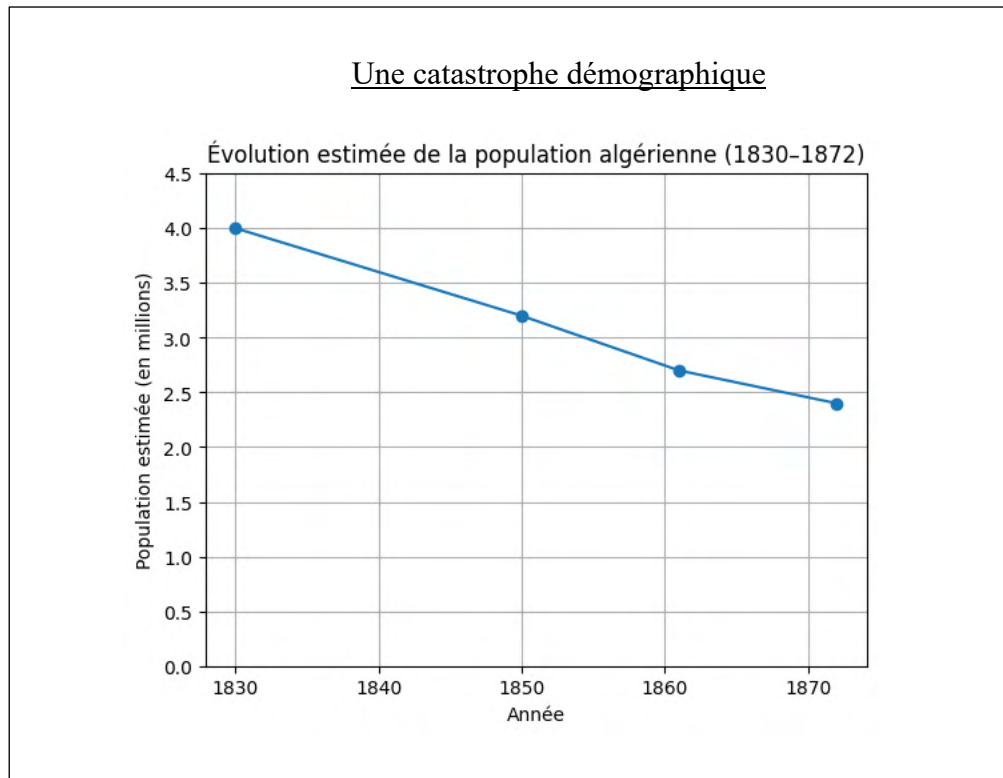
L'Algérie devient une colonie de peuplement, une exception dans l'empire colonial français.

6.7 Une société brisée, mais vivante

La conquête n'entraîne pas la disparition de la société algérienne. Elle s'adapte, se replie, résiste autrement :

- par la religion : les confréries soufies jouent un rôle crucial, maintenant des solidarités et une identité collective face à la domination.
- par la famille,
- par la mémoire orale.

Des famines vont aussi provoquer un effondrement démographique et des traumatismes profonds. Entre 1830 et 1870, la population algérienne chute drastiquement, conséquence directe des violences et des déplacements forcés liés à la conquête.



6.8 La colonisation comme refondation violente

En moins d'un demi-siècle, la France ne se contente pas de dominer l'Algérie : elle tente de la **refonder**. Géographie, économie, société, tout est remodelé au profit des colons. Mais cette refondation porte en elle une contradiction majeure : un pays majoritairement algérien gouverné pour une minorité européenne. C'est de cette fracture que naîtra, plus tard, le nationalisme algérien moderne.

À la fin du XIX^e siècle, l'Algérie coloniale semble stable. Pourtant, en réalité, elle ne l'est pas. Sous la domination apparente, une société dominée se transforme, apprend, observe.

La conquête a gagné la guerre. Elle n'a pas gagné l'histoire.

7. VIVRE EN ALGÉRIE COLONIALE (1870–1945) : INÉGALITÉS, ADAPTATIONS ET NAISSANCE DU NATIONALISME

7.1 Une colonie présentée comme “achevée”

À la fin du XIX^e siècle, l’Algérie est officiellement pacifiée.

Aux yeux des autorités françaises, la conquête est terminée, l’ordre établi, l’avenir tracé. L’Algérie est désormais divisée en départements français. Les cartes scolaires la colorient comme une extension naturelle de la métropole.

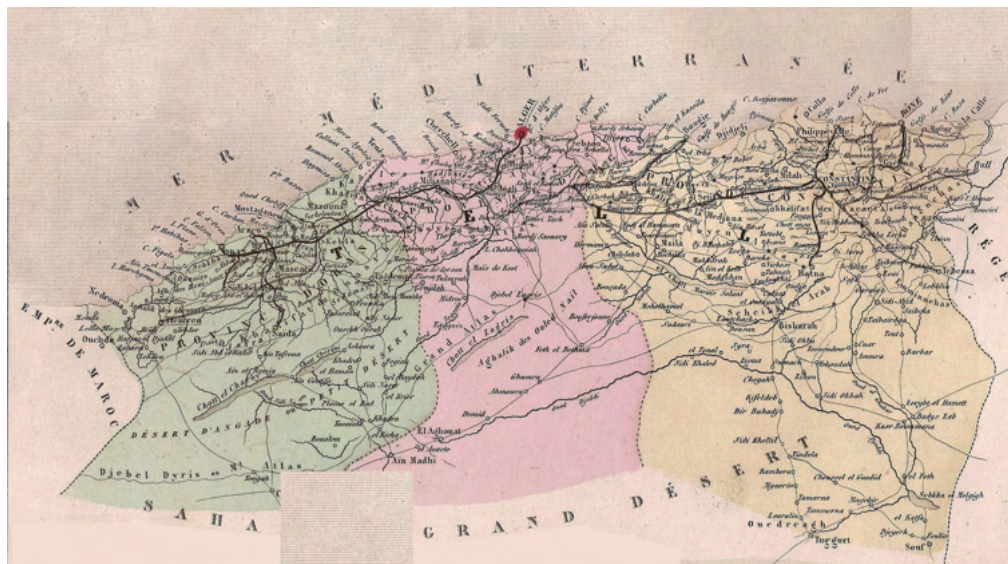
Mais derrière cette image de stabilité se cache une réalité profondément déséquilibrée.

Deux sociétés coexistent :

- une minorité européenne, politiquement dominante, économiquement privilégiée ;
- une majorité algérienne, juridiquement infériorisée, socialement marginalisée.

L’Algérie coloniale n’est pas une société mixte : c’est une société hiérarchisée.

L’Algérie en départements français



À partir de 1848, l’Algérie est intégrée administrativement à la France, sans que ses habitants musulmans bénéficient des mêmes droits.

7.2 Le Code de l'indigénat : l'inégalité inscrite dans la loi

En 1881, le Code de l'indigénat formalise une situation déjà existante. Les Algériens musulmans sont des sujets français, mais pas des citoyens. Ils peuvent être punis sans procès, soumis à des amendes collectives, à des restrictions de déplacement, à des obligations de travail. L'égalité juridique n'est accessible qu'au prix d'un renoncement : abandonner le statut personnel musulman, c'est-à-dire une part essentielle de l'identité sociale et religieuse. L'inégalité n'est pas un abus du système colonial : elle en est le fondement.

Une citoyenneté impossible

Très peu d'Algériens accèdent à la citoyenneté française avant 1945. Le choix imposé est vécu comme une humiliation identitaire, plus que comme une opportunité.

7.3 Une économie coloniale à deux vitesses

Les terres les plus fertiles sont entre les mains des colons. Vignobles, céréales, exportations structurent une économie tournée vers la métropole. Les ports se modernisent. Les villes européennes prospèrent.

Dans les campagnes algériennes, la situation est tout autre : terres morcelées, surpopulation rurale, et famines récurrentes. Beaucoup d'Algériens deviennent ouvriers agricoles sur leurs propres terres confisquées, ou migrent vers les villes, formant un prolétariat précaire. Le progrès colonial est sélectif. Il exclut ceux qui sont censés en bénéficier.

Colon dans un vignoble algérien



L'agriculture coloniale transforme les paysages, mais profite avant tout à la population européenne

7.4 Villes coloniales, villes séparées

Dans les grandes villes, la ségrégation est visible. Quartiers européens aérés, équipés, modernes. Quartiers algériens surpeuplés, mal desservis, relégués en périphérie ou enfermés dans les médinas.

À Alger, Oran, Constantine, la ville devient un espace politique. La séparation spatiale matérialise la hiérarchie sociale. : L'urbanisme colonial juxtapose ville européenne et quartiers algériens, sans réelle mixité.

Même dans la vie quotidienne, la domination est visible, tangible, vécue.

7.5 École, langue et fractures culturelles

L'école coloniale est un outil ambivalent. Elle forme une petite élite algérienne francophone, tout en laissant la majorité sans accès à l'instruction. La langue française devient une clé sociale, mais aussi une barrière. L'arabe et le berbère sont marginalisés, relégués à la sphère privée ou religieuse.



Une classe de l'école arabe-française d'Alger (école Carrière) vers 1937,
(Collections Musée national de l'Éducation - Munaé, Rouen)

7.6 Premières résistances politiques

À partir du début du XX^e siècle, la contestation change de forme. La résistance armée cède la place à la revendication politique.

Plusieurs courants émergent :

- les réformistes musulmans, attachés à l'islam et à l'éducation ;
- les assimilationnistes, qui réclament l'égalité des droits ;
- les ouvriers émigrés en France, politisés par le contact avec le mouvement ouvrier.

C'est dans ce contexte que le nationalisme algérien naît, dans la diversité, parfois dans la contradiction.

Émigrés algériens en France



L'émigration vers la métropole française joue un rôle clé dans la politisation des Algériens.

7.7 L'entre-deux-guerres : espoirs et désillusions

Après la Première Guerre mondiale, à laquelle des milliers d'Algériens ont participé, l'espoir d'une reconnaissance grandit. Il est rapidement déçu. Les réformes sont timides. Les promesses non tenues. Le sentiment d'injustice se radicalise. Des figures majeures émergent : Messali Hadj, fondateur du nationalisme indépendantiste et les Oulémas musulmans, défenseurs de l'identité culturelle et religieuse. La revendication d'égalité se transforme progressivement en revendication d'indépendance.

7.8 La Seconde Guerre mondiale : un tournant décisif

La guerre bouleverse les équilibres. L'Algérie devient un enjeu stratégique majeur pour les Alliés. Les contradictions du système colonial éclatent au grand jour.

En 1945, alors que l'Europe fête la victoire, des manifestations ont lieu en Algérie. La répression est terrible, notamment à Sétif, Guelma et Kherrata. La répression des manifestations nationalistes choque durablement la société algérienne. Ces massacres de plusieurs dizaines de milliers de personnes marquent une fracture irréversible.



Gorges de Kherrata, où on jetait des Algériens, par centaines, vivants ou morts, du haut des falaises (Yelles, CC BY-SA 3.0)

Après 1945, plus rien ne sera comme avant. Le nationalisme algérien n'est plus marginal. Il est massif, structuré, déterminé.

La colonisation a transformé l'Algérie en profondeur. Mais elle a aussi produit ce qu'elle redoutait le plus : une conscience politique collective prête à rompre définitivement. La guerre n'est pas encore déclarée mais elle est désormais inévitable.

Dans moins de dix ans, l'Algérie entrera dans l'un des conflits de décolonisation les plus violents du XX^e siècle. Une guerre totale, longue, traumatisante, fondatrice.

L'histoire bascule à nouveau.

8. LA GUERRE D'INDÉPENDANCE (1954–1962) : VIVRE, COMBATTRE, SURVIVRE

8.1. La nuit où tout commence

Le 1^{er} novembre 1954, le Front de libération nationale (FLN) lance un appel à l'insurrection. Cette déclaration marque la naissance de l'Armée de libération nationale (ALN) et le début de la guerre d'indépendance de l'Algérie.

C'est dans la nuit de ce 1^{er} novembre 1954 que l'Algérie bascule. Dans les Aurès, en Kabylie, dans l'Algérois, des attaques coordonnées visent des bâtiments militaires, des fermes isolées, des symboles de l'autorité coloniale.

Pour la majorité des Algériens, l'événement passe presque inaperçu. Pour les autorités françaises, il s'agit d'un simple trouble à l'ordre public.

Pour les initiateurs, c'est un pari immense : déclencher une insurrection nationale à partir de presque rien.

Chefs du Front de libération nationale



Six chefs du Front de libération nationale, photographiés peu avant la publication du texte fondateur du FLN qui proclame la lutte armée pour l'indépendance de l'Algérie. Les deux auteurs de la déclaration du 1^{er} novembre, Mohamed Boudiaf et Mourad Didouche, sont les deux hommes debout à droite.

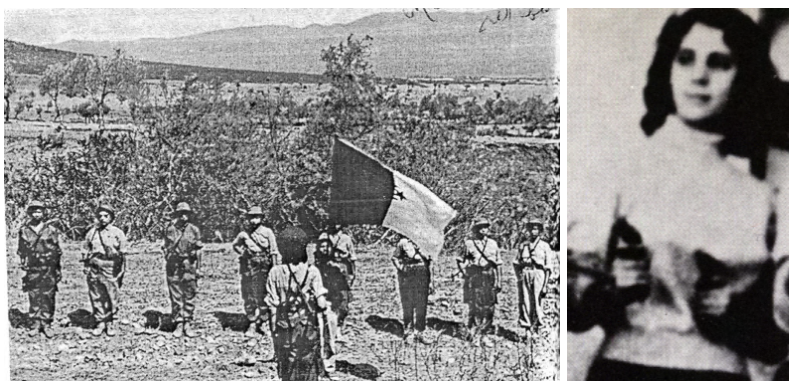
8.2 Entrer au maquis

Dans les montagnes, de jeunes hommes quittent leurs villages. Ils laissent derrière eux leurs familles, leurs champs, parfois leurs noms. Ils deviennent moudjahidine.

La vie au maquis est dure : faim, froid, traque permanente. Les armes manquent. La formation est sommaire. Mais la conviction est profonde : cette fois, le combat ira jusqu'au bout. Le maquis n'est pas un lieu héroïque. C'est un espace de survie.

Il faut aussi noter qu'environ 10.000 les femmes algériennes s'engagent dans la lutte pour l'indépendance dans les années 1950. Agents de liaison, infirmières, militantes clandestines ou parfois combattantes, elles jouent un rôle décisif dans l'organisation du FLN et de l'ALN. Leur engagement transforme durablement leur place dans la société et bouleverse les normes sociales traditionnelles. Parmi les icônes de cette génération Djamila Bouhired, militante du FLN, arrêtée pendant la bataille d'Alger en 1957. Torturée puis condamnée à mort avant d'être graciée, elle devient une figure internationale de la lutte anticoloniale et un symbole du rôle central des femmes dans la révolution algérienne.

Les femmes dans la lutte



À gauche : femmes dans le maquis, à droite, Djamila Bouhired,

8.3 La population prise au piège

Très vite, la guerre déborde les combattants. Les villages sont suspectés, fouillés, déplacés. Des millions d'Algériens sont regroupés de force dans des camps, coupés de leurs terres.

La neutralité est impossible. Aider le FLN, c'est risquer la mort. Ne pas l'aider, c'est être accusé de trahison.

La guerre transforme chaque civil en acteur contraint.

8.3 L'armée française : gagner la guerre, perdre le sens

Face à l'insurrection, la France engage des moyens considérables. Des centaines de milliers de soldats sont déployés.

Pour priver le FLN de soutiens logistiques l'armée française déplace de force des populations rurales dans des villages ou camps sous contrôle militaire, dits « centres de regroupement ». Entre 1957 et 1961, plus de 1 150 camps ont été créés, regroupant plus de 2,1 millions de civils, soit près d'un quart de la population algérienne à l'époque

Ces opérations avaient pour but officiel de séparer les civils des combattants, mais elles entraînent aussi bien des effets pervers comme la perte de repères socio-économiques et une mortalité accrue.

Camp de regroupement en Algérie, 1959–1961.



Vue aérienne d'un centre de regroupement constitué de tentes traditionnelles appelées khaïmas. Photo : Arthur Smet /Ecpad

Enfin la torture devient un outil systématique, notamment dans les centres d'interrogatoire. Elle sera longtemps justifiée ou minimisée avant d'être reconnue comme une réalité structurelle de la guerre.

Militairement efficace à court terme, cette stratégie détruit le cadre moral et politique de la présence française.

8.4 Alger, la guerre dans la ville

En 1957, la guerre arrive au cœur d'Alger. Attentats, bombes dans les cafés, arrestations massives : la ville devient un champ de bataille.

Les parachutistes démantèlent les réseaux urbains du FLN. Ils gagnent la bataille militaire. Mais les images, les témoignages, les récits choquent l'opinion internationale.

La Bataille d'Alger marque un tournant psychologique.

La Casbah d'Alger devient l'épicentre de la guerre urbaine.



Arrestation de suspects algériens dans la Casbah d'Alger, 27 mai 1956 lors d'une vaste opération de bouclage menée par l'armée française. Mobilisant des milliers d'hommes dans le dédale des ruelles, ces contrôles d'identité, fouilles et perquisitions traduisent l'extension de la guerre urbaine dans ce quartier emblématique. La Casbah devient alors le théâtre quotidien de violences, de suspicions et de répression. *Photo : Jean Bouvier/Ecpad*

8.5. Fractures algériennes

La guerre ne divise pas seulement Français et Algériens.

Elle fracture la société algérienne elle-même. Les **harkis**, Algériens engagés aux côtés de l'armée française, sont pris dans un engrenage tragique. Les règlements de comptes internes se multiplient. Après les accords d'Évian et la proclamation de l'indépendance, des dizaines de milliers d'entre eux et de leurs familles seront tués, jugés comme traîtres par certains groupes armés du FLN.

L'indépendance se construit aussi dans la violence interne.

Le drame des harkis



Réfugiés harkis et leurs familles embarquant pour la France après l'indépendance de l'Algérie (novembre 1962). Ces hommes, femmes et enfants fuient les représailles qui les menacent après 1962.

8.6. Une guerre mondiale dans l'ombre

Le conflit algérien dépasse les frontières. Le FLN mobilise l'ONU, les pays du tiers-monde, les opinions publiques. La guerre devient un symbole global de la décolonisation.

En France, le conflit fracture la société :

- refus d'obéissance,
- manifestations,
- putschs militaires,
- crise politique majeure.

L'Algérie fait tomber la IV^e République.

Manifestation contre la guerre en France



Manifestation pour la paix en Algérie à Firminy (1956).
Photo : Léon Laponce/Archives municipales de Saint-Étienne

8.7 L'indépendance

À partir de 1960, la victoire militaire française ne peut masquer l'échec politique.

Le général de Gaulle ouvre alors la voie à l'autodétermination et engage une transition diplomatique complexe qui met un terme à près de huit ans de conflit et 132 ans de colonisation.

Les Accords d'Évian, signés le 18 mars après de longs mois de négociations secrètes puis officielles, prévoient :

- Le Cessez-le-feu : Entré en vigueur le 19 mars 1962 à midi sur tout le territoire.
- L'autodétermination : L'organisation d'un référendum pour que les Algériens choisissent leur destin.
- La transition : La mise en place d'un exécutif provisoire à Rocher Noir (Boumerdès) pour gérer les affaires publiques.
- La coopération : Des garanties pour les populations européennes et le maintien de

Malgré le cessez-le-feu, la période de transition fut tragiquement violente, marquée par les attentats terroristes de l'OAS (Organisation Armée Secrète) qui refusait l'abandon de l'Algérie française, et par des représailles sanglantes.

Le 1er juillet 1962, le référendum d'autodétermination recueille plus de 99 % de voix en faveur de l'indépendance. Celle-ci est officiellement proclamée le 5 juillet 1962, date symbolique correspondant à la prise d'Alger en 1830.

Cette victoire marque la naissance de la République Algérienne Démocratique et Populaire. La joie est immense.

Photographie – Foule en liesse, juillet 1962



Les célébrations de l'indépendance masquent difficilement les fractures laissées par huit années de guerre. *Photo : C.Vignal/Epcad*

Mais cette indépendance est aussi mêlée à la peur, au deuil, à l'exil. Près d'un million d'Européens quittent le pays.

L'Algérie hérite d'un territoire ravagé, d'une société traumatisée, d'un État à construire. L'indépendance n'est pas une fin. L'histoire ne s'achève pas en 1962.

Elle continue dans les mémoires, les silences, les récits familiaux, les débats politiques. En Algérie comme en France, elle demeure une blessure ouverte. Comprendre cette guerre, c'est comprendre une part essentielle du présent.

L'Algérie est désormais souveraine. Mais comment transformer une victoire révolutionnaire en projet politique durable ? L'après-guerre sera à la fois porteur d'espoirs immenses et de désillusions profondes.

9. CONSTRUIRE L'ALGÉRIE, UTOPIES, CRISES ET RÉSILIENCE

9.1. Un État à inventer après 1962

L'indépendance acquise, l'Algérie se retrouve face à un défi vertigineux. Un immense territoire, une population jeune, des infrastructures limitées, une administration presque vide. Les cadres européens sont partis. Les élites algériennes sont peu nombreuses, souvent issues du maquis, sans expérience administrative.

L'État algérien doit se construire dans l'urgence, porté par une légitimité révolutionnaire immense mais fragile.

Premiers dirigeants de l'Algérie indépendante



29 septembre 1962, Alger – Photo de famille du premier gouvernement algérien réuni après l'indépendance. Au centre, Ahmed Ben Bella, nommé président du Conseil, est entouré de ministres issus pour beaucoup de la lutte de libération — Houari Boumédiène (Défense), Rabah Bitat (Vice-président), Ahmed Francis (Finances), Mohamed Khemisti (Affaires étrangères)... Cette génération de dirigeants se trouve investie de la lourde tâche de reconstruire un pays ravagé par huit années de guerre, de structurer l'administration, de répondre aux attentes sociales et de tracer les premières

9.2 Le FLN au pouvoir : unité ou confiscation ?

Très vite, le Front de libération nationale s'impose comme **parti unique**. La diversité des courants nationalistes est étouffée au nom de l'unité.

Ahmed Ben Bella incarne l'Algérie révolutionnaire des débuts : réformes agraires, nationalisations, discours tiers-mondiste. Mais les tensions internes sont fortes.

En 1965, Houari Boumédiène prend le pouvoir par un coup d'État. La légitimité révolutionnaire se transforme en autoritarisme d'État.

Le pouvoir s'appuie sur l'armée et le FLN, marginalisant rapidement toute opposition politique structurée.

9.2 Le rêve d'une industrie salvatrice

Sous Boumédiène, l'Algérie se lance dans un projet ambitieux : construire une économie indépendante, industrialisée, socialiste.

Les hydrocarbures sont nationalisés en 1971. L'État investit massivement dans l'éducation, la santé, les infrastructures. Pendant un temps, l'espoir est réel. Une génération croit à la promesse d'un avenir souverain et juste. L'Algérie devient une voix respectée du tiers-monde.

Premier puits de pétrole à Hassi Messaoud (MD1)



Le puits MD1 à Hassi Messaoud, site de la première découverte de pétrole en Algérie (1956), illustrant les origines de l'industrie pétrolière algérienne, qui deviendra un symbole de la souveraineté économique lors de la nationalisation des hydrocarbures en 1971.

9.3 Les limites du modèle

À partir des années 1980, les failles apparaissent :

- économie dépendante des hydrocarbures,
- bureaucratie lourde,
- corruption,
- chômage massif des jeunes.

La chute des prix du pétrole fragilise brutalement le système. La population, plus éduquée, plus nombreuse, aspire à autre chose. Le contrat social issu de l'indépendance se fissure.

En octobre 1988, des émeutes éclatent dans plusieurs villes. La répression est violente.

Mais le message est clair : la société algérienne exige des changements profonds.

Le régime accepte le multipartisme. La presse se libéralise. L'espoir renaît. Pour la première fois, l'ordre politique issu de la guerre est remis en question.

Manifestations d'octobre 1988



Les émeutes d'octobre 1988 marquent la fin du consensus autoritaire en Algérie. Ces soulèvements populaires — déclenchés par une jeunesse en colère contre le chômage, la crise économique et l'absence de liberté politique — ont été violemment réprimés, mais ils ont aussi précipité la fin du système de parti unique et l'ouverture politique du pays.

9.4 Les années 1990 : la décennie noire

L'ouverture politique est de courte durée. L'armée reprend la main après la victoire électorale du Front islamique du salut (FIS) en 1992.

S'ensuit une guerre civile d'une violence extrême : attentats, massacres, disparitions.

La population est prise en otage entre groupes armés et forces de sécurité. Cette "décennie noire" laisse des traumatismes durables.

Une guerre civile traumatisante



Scène urbaine pendant la guerre civile algérienne (1991-2002), un conflit peu médiatisé à l'international malgré son lourd coût humain.
Source : Saber68, CC BY-SA 3.0

9.5 Sortir de la guerre

À partir de la fin des années 1990, l'État met en place des politiques de réconciliation.

Le pays aspire avant tout à la stabilité. Mais la mémoire de la violence demeure enfouie, rarement débattue publiquement. La paix se construit souvent au prix du silence.

À l'aube du XXI^e siècle, l'Algérie est traversée par des dynamiques contradictoires : jeunesse nombreuse et connectée, attachement fort à la souveraineté nationale, frustrations sociales persistantes.

9.6 Le Hirak

Le 22 février 2019 commence un soulèvement populaire pacifique : le Hirak (le "Mouvement" en arabe). Initialement déclenché pour s'opposer au cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika, il s'est rapidement transformé en une revendication profonde pour un changement radical du système politique marqué par l'immobilisme. Chaque vendredi, des millions d'Algériens descendent dans les rues de toutes les grandes villes du pays, dans une ambiance de fête et de grande solidarité (la *Silmiya*, ou caractère pacifique).

Au-delà du départ de Bouteflika (obtenu en avril 2019), le Hirak exige le départ de toutes les figures du régime, un État civil et non militaire, l'indépendance de la justice et la liberté de la presse, une transition démocratique réelle, plutôt que des élections organisées par le pouvoir en place.

En mars 2020, les marches hebdomadaires sont suspendues par les manifestants eux-mêmes pour faire face à la crise du Covid-19. En 2021, le mouvement tente de reprendre un second souffle mais il est freiné par une stratégie sécuritaire plus stricte, des interdictions de manifester et de nombreuses arrestations d'activistes et de journalistes.

Même si les marches ne sont plus d'actualité en 2026, le Hirak a laissé une empreinte indélébile : il a brisé le mur de la peur, réveillé la conscience politique de la jeunesse et prouvé la capacité du peuple algérien à s'unir pour son destin et à se mobiliser sans violence.



Manifestations du Hirak

9.7 Héritages et défis

L'Algérie contemporaine porte les traces de toute son histoire :

- héritage antique et amazigh,
- mémoire ottomane,
- traumatisme colonial,
- fierté de l'indépendance.

Ses défis sont immenses :

- diversification économique,
- gouvernance,
- reconnaissance de la pluralité culturelle,
- transmission des mémoires.

Le passé n'est pas un poids mort : il est une matière vivante.

L'Algérie, une histoire de continuités et de ruptures

De la Numidie à l'État moderne, l'histoire de l'Algérie est faite de résistances, d'adaptations, de fractures et de renaissances.

- Jamais figée.
- Jamais soumise entièrement.
- Toujours traversée par le monde.

Comprendre l'Algérie, c'est comprendre une société qui n'a cessé de négocier son rapport au pouvoir, à la terre, à la mémoire.